

CONGO BELGE — BELGISCH-CONGO  
 SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
 DIENST DER TELEVERBINDINGEN

RECU de BUKAVU

NUMERO Nummer	ORIGINE Oorsprong	MOTS Woorden	DATE Datum	HEURE Uur	VIA Via

Heure :  
 Uur :

Indications de  
 service taxées  
 Betaalde dienst-  
 aanwijzingen

TÉLÉGRAMME  
 Telegram

*Onuc*

Explications des abrévia-  
 tions admises pour les in-  
 dications de service ta-  
 xées :

Verklaring van de afkor-  
 tingen toegelaten voor de  
 betaalde dienst-aanwijn-  
 gen :

RP = Réponse payée.  
 Antwoord betaald.

LT = Télégramme lettre  
 Brieftelegram.

CR = Accusé de récep-  
 Kennisgeving van  
 ontvangst.

TC = Collationnement.  
 Te collationneren.

f f 1998 bukavu 31/28 21 1040 =

off = onuc leopoldville =

*fa → jp*

no 355/61/cab/presigoupro stop gouvernement kivu maniema <sup>11</sup> regrette

amerment massacre barbare a kindu 13 aviateurs onusiens et

presente condoleances a onuc et gouvernement italien fullstop <sup>1</sup>

presigoupro +/

*Transmitted by letter  
 to Italian Ambassador*

bn 1998 off onuc leopoldville 355/61/cab/presigoupro 13 — 27/11

presigoupro +/

*TX*



JP/jg

Léopoldville, le 28 novembre 1961

Notre réf: GVT/2/61

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer notre conversation de ce matin au cours de laquelle je vous ai notamment fait part du rapport qui nous était parvenu du Colonel commandant les troupes des Nations Unies à Kindu. Ce rapport est ainsi rédigé:

"J'ai eu un entretien à l'Hôtel Béral de Kindu ce 27 novembre avec 12 officiers de la garnison ANC et 14 parmi les plus hauts membres des Autorités civiles. Au cours de cette réunion nous nous sommes mis d'accord pour que:

- (a) l'ordre public et la sécurité de Kindu soient assurés par les forces locales conjointement avec les Nations Unies
- (b) le libre mouvement dans la ville soit garanti à tout membre du personnel des Nations Unies porteur d'une carte d'identité Nations Unies
- (c) la question du logement des troupes Nations Unies ainsi que l'établissement d'un quartier général soient garantis
- (d) la Commission d'Enquête puisse commencer sa tâche pour autant qu'elle le fasse avec la permission du Gouvernement central et l'assurance que les Nations Unies l'ont envoyé dans ce but."

J'ai pris bonne note de vos assurances, selon lesquelles d'une part la Commission n'avait nul besoin de la permission du Gouvernement central pour mener à bien son enquête, et d'autre part que des instructions seront envoyées dans le plus bref délai aux autorités tant civiles que militaires de Kindu pour qu'elles facilitent la tâche de cette Commission et qu'elles coopèrent étroitement avec ses membres dans toute la mesure de leurs moyens.

Son Excellence M. Cyrille Adoula,  
Premier Ministre de la République du Congo  
Léopoldville



J'ai avisé le Secrétaire général par interim des Nations Unies des résultats de notre entretien de ce matin et vous serai reconnaissant, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir me faire parvenir une copie des instructions que vous adressez aux autorités civiles et militaires de Kindu.

Vous en remerciant d'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

JP/jg

CUS DE CUA JP TO KE WHAT ARE NEWS OF ENQUIRY COMMISSION ????

KE KE FM JP THANK YOU NO MESSAGE TO COMMISSION WE AWAIT THEIR

DAILY REPORT KKKK

THAT 'S ALL FOR NOW OVER AND OUT AND GOOD LUCK



JP FROM KE COMMISSION STARTED WORK YESTERDAY STOP THEY HAVE QUESTIONED  
AND THREE ITALIANS FROM KINDU STOP THIS MORNING THEY HAVE BEEN TO  
LUNDULA STOP THEY WILL REPORT LATER TO YOU STOP DO YOU WANT ANY  
MESSAGE TO BE SENT TO THEM QUERY

JP FM KE THANK YOU I WILL SIGN OFF NOW STOP END



CONFIDENTIAL

Annex 1

To 1000/G/12/OPS

To KINDU Incident

Dated 18 Nov 61

LIST OF EUROPEANS - KINDU

<u>NAME</u>	<u>MARITAL STATUS</u>	<u>NATIONALITY</u>	<u>OCCUPATION</u>
COOSSENS	-	Belgian	CPL
BEAUPAIN	-	"	CPL
LAERHANS	-	"	CPL
WILGOS	-	"	CPL
BARDIAUX	-	"	CPL
SCHIFFER	-	"	CPL
COUPE	-	"	COPOLAC
RIGA	-	"	"
MOLHUIS	-	Norwegian	"
REIP	M (w/wife)	Belgian	-
HARDY	M (w/wife + 2 children)	"	-
RASQUIN	-	"	-
-	-	"	(5 professors
-	-	"	(6 R. Fathers
-	-	"	(5 R. Brothers
-	-	"	(5 R. Sisters
FERRAZ	-	Portuguese	-
ALFIO	M (w/wife)	Italian	-
VAL	M (w/wife)	Portuguese	-
CARVALHO	-	Portuguese	-
BISSCHOP	M (w/wife)	Belgian	-
AURAMIDES	M (w/wife + 1 child)	Greek	-
CHACAS	M (w/wife)	Greek	-
FOSSET	-	Belgian	-
TOMMES	M (w/wife)	"	-
THOME	-	Portugues	-
HOUSSARD	-	Belgian	-
CORDIER	-	"	-
PITCHINOS	-	Greek	-
PAPALOS	-	"	-
SAULAMBAS	M (w/wife)	"	-
KOROUBLIS	-	"	-
CORNEILLE	-	Belgian	-
BERGER	-	"	TSK
-	-	"	TSK
TASSOS	-	Greek	-
KARYDAS	-	"	-
PORTUGAL	-	Portuguese	-

CONFIDENTIAL

.../2



CONFIDENTIAL

- 2 -

<u>NAME</u>	<u>MARITAL STATUS</u>	<u>NATIONALITY</u>	<u>OCCUPATION</u>
BORREY	-	Belgian	-
-	-	-	TSK
TAKIS	-	Greek	-
DE SENRA y MOURRA	-	Greek	-
PHOTIOU	M (w/wife)	"	-
-	M (w/wife)	"	-
PIELAERTS	-	Belgian	-
RENATO	-	Italian	COPHACO
VAN GOEBERGEN	-	Belgian	-
BATISTA	M (w/wife)	Portuguese	-
HEN TSHUETCHAN	-	-	-
Dr MORENO	-	Spanish	WHO
Dr SANCHEZ	-	"	WHO
Dr FINKEN	-	Norwegian	OFL

CONFIDENTIAL



OUTGOING CODE

IMMEDIATE

To : SECCEN, NEW YORK  
From : LINNER, LEOPOLDVILLE  
Date : 7 December 1961  
No. : L- 275

Kindu Commission. Have this afternoon seen Adoula who states that he is sending to Stan on Saturday 9 December an investigation commission composed of one substitut procureur d'Etat, two Members of Parliament, two Cabinet <sup>ministers</sup> ~~officiels~~ and two military officers, one representing Mobutu and one Lundula. He will give instructions to commission to cooperate fully with our commission, and will give me a copy of his instructions.

Adoula was very happy to show a positive attitude, as he was personally very much embarrassed by delays forced on him by political situation. He was especially pleased that one of Members of Parliament on commission is the same man who will shortly make interpellation against Gbenye because of his Kindu report.

MacEoin has heard from reliable source that Lundula intends to transport fifty more soldiers from Kindu to Stan for investigation. Possibly he is trying to clear his force of undesirables under pretext of investigation.

On other hand have heard from our commission, still waiting at Stan, that Col. Pakassa told Chairman that "il n'y aurait plus d'autres prisonniers et Ministre Justice envisagerait nomination d'une Cour spéciale pour jugement coupables. D'autres soldats seront sanctionnés à échelon disciplinaire seulement. Les éléments d'accusation, d'après ce colonel, seraient découverte objets appartenant aux victimes surcoupables dont s'agit."

GWV/mr  
cc. Mr. G. Wattles ✓

INDICATE  
PRIORITYSVC  
ServiceFFFFF  
RoutineSSSSS  
Priority

XXX

PRIORITE  
NATIONSPriorité Nations traffic  
is strictly limited.

NR

OUTGOING CODE

Address(es)

To : ENGLUND, STANLEYVILLE

From : LINNER, LEOPOLDVILLE

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp; / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

Date : 7 December 1961

No. : SV- 707

PRIERE DE TRANSMETTRE A ENNAFLA MES REMERCIEMENTS DE SES RAPPORTS. PRIERE AUSSI DE L'INFORMER QU'IL SERAIT OPPORTUN QUE SES RAPPORTS SOIENT TRANSMIS EN CODE, ET QUE PRIORITE NATIONS SOIT RESERVE POUR CAS D'EXTREME URGENGE.

CET APRES-MIDI J'AI VU LE PREMIER MINISTRE QUI M'A FAIT SAVOIR QU'IL ENVERRERA SAMEDI A STAN COMMISSION CONGOLAISE COMPOSEE D'UN SUBSTITUT PROCUREUR D'ETAT, DEUX PARLEMENTAIRES, DEUX <sup>MINISTRES</sup> ~~HAUTS FONCTIONNAIRES~~ ET DEUX OFFICIERS MILITAIRES DONT L'UN REPRESENTERA GENERAL MOBUTU ET L'AUTRE GENERAL LUNDULA. ADOULA DONNERA INSTRUCTIONS POUR PLEINE COOPERATION AVEC COMMISSION ONUC.

GENERAL MACBOIN A ENTENDU D'UNE SOURCE DIGNE DE FOI QUE LUNDULA A INTENTION DE TRANSPORTER 50 MILITAIRES DE PLUS DE KINDU A STAN POUR ENQUETE. POSSIBLE QU'IL CHERCHE A DEBARRASSER SES FORCES DE DESERTEURS, CRIMINELS, etc., SOUS PRETEXTE DE L'INCIDENT DE KINDU.

GWW/mr

cc. Mr. G. Wattles ✓

T. O. R.

BY :

Drafted by : GWWattles

Authorized : S. LINNER

Date : 7 December 1961

T. O. D.



GOVT/17/61

5 décembre 1961

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 1er décembre 1961 au sujet de la Commission d'Enquête sur l'incident de Kindu, et à votre lettre de la même date sur le même sujet. Comme vous le savez, j'avais d'abord l'intention d'envoyer les membres ONUC de la Commission à Kindu où ils pourraient commencer leur enquête sur place. Toutefois, la veille de leur départ, le Colonel Teshomé, commandant des forces de l'ONUC à Stanleyville, m'a fait savoir qu'il avait <sup>appris</sup> ~~reçu~~ du Général Lundula ~~l'information~~ que les coupables du massacre avaient été identifiés et transportés à Stanleyville le 2 décembre. Le Général Lundula a ajouté que si la Commission voulait bien se rendre à Stanleyville, les détenus seraient à sa disposition pour toute enquête qui s'avèrerait nécessaire.

*téléphoné  
courr.*  
Par conséquent, j'ai changé mes instructions et la Commission ONUC est arrivée à Stanleyville le matin du 3 décembre. Les membres ont appris que vingt-neuf membres de l'ANC évacués de Kindu se trouvent actuellement dans un camp en dehors de la ville.

Le Général Lundula a reçu la Commission le matin du 4 décembre. Bien qu'il eût préalablement donné par l'intermédiaire du Colonel Teshomé l'assurance que les coupables seraient mis à la disposition de la Commission, dans la conversation du 4 décembre il a exprimé son regret de ne pas pouvoir permettre l'interrogatoire des prisonniers sans ordre du Gouvernement central. Il a dit en outre qu'il demanderait des instructions à ses supérieurs pour aboutir à la nomination d'une Commission d'enquête par le Gouvernement congolais.

Je vous prie de bien vouloir donner immédiatement des ordres au Général Lundula pour qu'il permette à la Commission ONUC d'interroger les vingt-neuf prisonniers actuellement à Stanleyville, et pour qu'il procède aussi rapidement que possible à l'identification et à l'évacuation des coupables qui restent encore à Kindu. Je vous prie également de bien vouloir me transmettre une copie de vos instructions au Général, afin que je puisse démontrer au Secrétaire général des Nations Unies l'esprit de coopération qui anime le Gouvernement congolais dans l'investigation de cette douloureuse affaire.

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre de la  
République du Congo  
Léopoldville

Suite à la demande exprimée dans votre lettre du 1er décembre que le rapport de l'ONUC sur l'incident de Kindu vous soit transmis, vous trouverez ci-inclus le rapport en question.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linner  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Annexe

GWV/mr



## UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

OUTGOING CLEAR

Address(es)

ONUC, STANLEYVILLE

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp; / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

SV-700

For ENNAFLA from LINNER

J'AI RECU VOS DEUX MESSAGES DU 5 DECEMBRE. AI ECRIT AUJOURD'HUI  
AU PREMIER MINISTRE LE PRIANT DE DONNER ORDRES AU GENERAL LUNDULA POUR  
QU'IL PERMETTE COMMISSION D'INTERROGER PRISONNIERS A STAN. PRIERE DE  
RESTER A STAN JUSQU'A NOUVEL AVIS. ESSAYONS D'OBTENIR DOCUMENTATION  
DEMANDEE.

GWW/mr

Imp. Sarfati 10085

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by : GWWattles

Authorized : S.LINNER

Date : 5 December 1961



COVE/18/61

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur de se référer aux Notes Nos. 12/6300/OI/C.31/ONUC et 12/6304/OI/C.31/ONUC du Ministère en date du 16 novembre 1961, concernant la base de Kitona. Suite à sa Note du 22 novembre 1961, le Chargé de la Mission désire faire connaître au Ministère la position des Nations Unies en ce qui concerne l'évacuation de la base de Kitona par les autorités congolaises de certains biens mobiliers y entreposés.

1. Il est nécessaire d'abord d'examiner les conditions dans lesquelles l'ONUC a pris possession des bases militaires belges au Congo. L'attitude des Nations Unies a été définie pour la première fois par le Secrétaire général dans une déclaration du 21 août 1960 au Conseil de sécurité lors de sa 857<sup>ème</sup> séance. A cette occasion le Secrétaire général a dit :

"Je devrais peut-être ajouter ici une remarque sur la situation juridique relative aux bases. De nombreux intérêts juridiques et économiques sont en jeu et, pour cette raison, des négociations concernant le transfert des bases à la République du Congo ont été prévues dans le traité d'amitié. Le fait que les Nations Unies occupent temporairement les bases pour prêter assistance au pays, ne signifie évidemment pas que les Nations Unies ont pris une décision ou adopté une attitude à l'égard de ces divers problèmes juridiques. Au contraire, il doit être bien entendu en ce qui concerne l'administration temporaire des Nations Unies, que tous les droits en jeu devront faire l'objet de négociations ultérieures. Aussi, aux termes de la Charte, cette administration doit être considérée comme une mesure provisoire ne préjugant pas les droits ou les revendications des parties en cause..."

2. La même position fut prise dans le rapport du 30 août 1960 (S/4475) du Secrétaire général au Conseil de sécurité. Ce rapport contient les observations suivantes :

"3. Quand les troupes de combat de la Belgique se sont retirées de la base de Kamina, l'Organisation des Nations Unies a assumé, conformément à la déclaration que le Secrétaire général avait faite à la séance en question, l'entière responsabilité de l'administration de la base, sans préjudice des droits ou prétentions

Ministère des Affaires étrangères  
de la République du Congo  
Léopoldville



des parties en cause. Il va de soi qu'en agissant ainsi l'ONU doit être l'unique autorité qui assure l'administration de la base, car toute autre ligne de conduite mettrait en question ou restreindrait l'impartialité de l'Organisation, laquelle, dans le cas présent, est chargée de sauvegarder tous les intérêts légitimes en jeu, conformément aux principes juridiques reconnus. L'administration temporaire établie par l'Organisation des Nations Unies représente une mesure provisoire au sens de l'Article 40 de la Charte, mesure nécessaire en vertu du mandat donné au Secrétaire général en vue de mener à bien le retrait des troupes belges 'selon les prompts modalités fixées par le Secrétaire général'.

4. Les mêmes dispositions s'appliquent à la base de Kitona."

3. Il faut souligner que les mesures provisoires prévues à l'Article 40 de la Charte "ne préjugent en rien les droits, les prétentions ou la position des parties intéressées", selon les termes de cet article.

4. La prise de position des Nations Unies fut à nouveau précisée dans une lettre du 21 janvier 1961 au Représentant permanent de la Belgique (S/4651). Cette lettre déclarait que, sauf instructions contraires par le Conseil de sécurité, l'administration des bases par les Nations Unies durerait aussi longtemps qu'elle serait nécessaire afin d'atteindre les buts des résolutions du Conseil, mais il fallait pourtant reconnaître, dans l'esprit de l'Article 40 de la Charte, que l'Organisation devait tenir pleinement compte des intérêts légitimes des parties, des accords conclus entre elles, et de la nécessité de négociations, en temps opportun, concernant la disposition des bases. Il s'ensuivait à l'égard du maintien de l'administration par l'ONU des bases et du matériel y situé qu'il incomberait au Secrétaire général de déterminer, premièrement, si cette administration était toujours nécessaire pour l'accomplissement des buts des résolutions du Conseil, et deuxièmement, si la disposition des bases et des biens mobiliers y entreposés libérerait les intérêts légitimes des parties.

5. Par une note verbale du 28 mars 1961 (S/4779) le Gouvernement belge a réclamé la propriété exclusive de tous les biens entreposés dans les bases. En outre, le Gouvernement a déclaré que pour la disposition des objets mobiliers une procédure avait été adoptée en distinguant trois grandes catégories :

"1) Matériel dont le Ministère de la Défense nationale belge avait encore l'emploi et qui a été évacué hors du Congo, à l'exception de biens meubles remis à l'ONU à la demande expresse de l'Organisation internationale.

2) Matériel dont le Ministère de la Défense nationale belge pourrait se dessaisir et que l'ONU désirerait acquérir. Ce matériel a été cédé à l'ONU contre promesse de paiement.

3) Les objets mobiliers restants : ceux-ci seront détruits lorsqu'il s'agit de matériel de guerre (armes et munitions) ou vendus sur place lorsqu'il s'agit de matériel tel que mobiliers, vivres, couvertures, véhicules, matériaux de construction, etc..."



6. En ce qui concerne le maintien de l'administration par l'ONUC des biens mobiliers entreposés dans les bases, le Chargé de la Mission est d'avis que l'administration d'une certaine partie de ces biens n'est plus nécessaire pour l'accomplissement des buts des résolutions du Conseil de sécurité. Toutefois, l'ONUC, en considérant la possibilité de disposer de ce matériel, a l'obligation, selon les termes de la Charte même, de ne pas porter préjudice aux droits, aux prétentions ou à la position des parties intéressées. Il est évident que le transfert sans conditions à l'une des parties de biens dont la propriété est réclamée par l'autre porterait atteinte à la position de cette dernière.

7. L'ONUC ne s'est jamais opposée à l'évacuation de Kitona et des autres bases d'objets mobiliers vendus à des autorités congolaises selon les termes du sous-paragraphe 3) de la note citée au paragraphe 5 ci-dessus. Toutefois, en conséquence de son obligation de sauvegarder les intérêts des parties, l'ONUC se voit dans la nécessité de demander préalablement que des preuves documentaires de la vente lui soient remises.

8. Il se peut que d'autres biens dans les bases soient devenus la propriété du Gouvernement congolais conformément aux principes du droit international relatifs à la succession d'Etats. Il faut pourtant remarquer que ces principes, qui d'ailleurs ne sont pas définis avec une clarté parfaite par la pratique internationale, auraient trouvé leur application seulement au moment de l'indépendance congolaise. Le sort de biens dont la propriété a été retenue par le Gouvernement belge après l'indépendance, ou celui de biens acquis par ce Gouvernement après cette date, n'est pas réglé par les principes de succession d'Etats, mais reste à être décidé par négociation entre les parties intéressées.

9. Il résulte de ces considérations que l'identification dans les bases des biens qui appartiennent à présent au Gouvernement congolais entraînerait, en l'absence d'un accord entre les parties, un grand nombre de constatations de fait et de droit que l'Organisation des Nations Unies n'est pas en mesure d'entreprendre; cette tâche, d'ailleurs, serait entièrement étrangère à son rôle de conservateur qui découle de la nature des mesures provisoires prévues par la Charte. Il est donc souhaitable que les parties étudient le problème ensemble, afin d'arriver à une solution mutuellement acceptable à laquelle l'Organisation pourrait donner suite au fur et à mesure que son besoin des bases pour l'exécution de son mandat lui permet. Le rétablissement prochain des relations diplomatiques entre le Gouvernement de la République et celui de la Belgique semble faciliter une telle étude.

10. Bien qu'il soit souhaitable d'attendre les résultats de discussions entre les parties, l'Organisation est prête, sur la demande du Gouvernement congolais, à permettre l'évacuation de Kitona des munitions qui selon des indications claires ont appartenu à l'ex-Force Publique congolaise, à condition toutefois que ce Gouvernement s'engage à rembourser les autorités belges s'il est ultérieurement déterminé qu'une réclamation belge relative à ces munitions est bien fondée.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 5 décembre 1961



### Les événements de Kindu et leurs prolongements

Le matin du 11 novembre, le chauffeur X se rendant à Kindu, s'est pris de bagarre avec un collègue à propos de l'utilisation d'une camionnette, ce qui lui a valu d'être arrêté par les gendarmes et d'être conduit à la prison. Ces circonstances lui ont permis d'être témoin de l'exécution des Italiens. Voici les détails qu'il a rapportés :

Les aviateurs italiens ont été poussés dans les cellules par des soldats très excités, manifestant l'intention de les abattre. Des gendarmes du 20ème bataillon (stationnés à Kindu) ont essayé de s'interposer. Dans la confusion et l'anarchie totales qui régnaient, les soldats ont alors massacré leurs victimes en tirant à travers les barreaux des grilles de leur cellule. L'aide des prisonniers de droit commun, dont le chauffeur X, a été requise pour traîner les corps dans la cour où ils furent déshabillés. Leur dépeçage, au moyen de balonnettes, a commencé aussitôt après, sauf deux corps qui ont été traînés jusqu'au prochain carrefour pour être exposés aux habitants de la ville. Les femmes sont alors arrivées dans l'enceinte de la prison et se sont présentées avec leurs casseroles pour recueillir les morceaux de chair découpés sur les corps des victimes. Un Italien blessé remuait encore. Une femme lui a écrasé la tête avec une bûche avant de participer au dépeçage de sa victime.

+ + +

Le 11 novembre vers 20 h., cinq Européens dont un médecin, ignorant encore ce qui s'était passé en ville, jouaient aux cartes dans la maison de l'un d'eux, qui nous a rapporté ce qui suit :

Des soldats ont fait irruption dans la pièce et ont jeté un morceau de viande sur la table. L'un des joueurs s'en est saisi, l'a examiné, a constaté qu'il s'agissait d'un pouce humain et l'a tendu au docteur. Les soldats ont alors brié et humilié les Européens, les ont poussés dehors, leur ont fait retirer leurs chaussures et les ont dirigés vers la prison. En cours de route les soldats ont libéré le médecin. Poursuivant leur route, les quatre Européens et leur escorte sont passés devant le bar "Chachacha" qui hébergeait l'état-major militaire. On les a fait arrêter. Une discussion anarchique et confuse, où se sont mêlés officiers, soldats, gendarmes (certains essayant de défendre les Européens), a commencé et s'est poursuivie, à moitié sur l'avenue à moitié dans le bar, de 9 h. à minuit, durée pendant laquelle a balancé le sort des Européens. Ceux-ci, présents à la discussion, ont été malmenés et humiliés. Ils ont entendu qu'une partie des soldats voulait leur faire subir le martyre des Italiens, à savoir : exécution sommaire, dépeçage et distribution des morceaux de leurs corps. L'un d'eux a reçu l'instruction de retirer son pantalon de la part d'un soldat qui a manifesté l'intention de le châtrer. Finalement, ils ont été reconduits chez eux entre minuit et une heure par des Gendarmes.

+ + +



Le 11 novembre, en fin d'après-midi, un directeur de Société se rendait au Cercle lorsqu'il a été arrêté par des soldats qui lui ont demandé

- où se trouvait la ligne téléphonique qui lui permettant d'entrer en contact avec les parachutistes belges,
- où se trouvait le souterrain allant de sa maison à l'Hôtel Belais dans lequel les parachutistes belges étaient cachés.

En même temps qu'il était questionné, le directeur recevait des coups de poing. Il a été délivré des soldats grâce à l'intervention de gendarmes et d'un aumônier militaire congolais.

+ + +

Le dimanche 12 novembre, vers 6 h., des soldats sont allés au couvent des Soeurs blanches, les ont rassemblées et les ont amenées jusqu'à la prison. Là, ils ont tenté de les déshabiller, mais devant les mouvements divers de la population, ils ont renoncé à leur manœuvre. Ils ont alors ordonné aux gendarmes de les reconduire chez elles à coups de matraques. Il semble que les Soeurs congolaises n'ont pas été inquiétées.

Le 12 novembre dans la matinée, les trois scènes suivantes ont eu lieu à Kindu :

- Des soldats ont pénétré dans le couvent des Soeurs blanches et ont jeté un foie humain sur la table autour de laquelle quelques-unes d'entre elles étaient rassemblées.

- des femmes se sont promenées sur l'avenue principale portant sur la tête des bassines qui contenaient de la chair des victimes italiennes et disant : *Mani anataka nyama musuri ya ngulube ya wasungu ?* (qui veut de la belle viande de cochon d'Européen ?)

- un Père missionnaire a rencontré un enfant qui se promenait en balançant au bout du bras trois doigts humains attachés au moyen d'une ficelle. Cet enfant lui a dit : *"Minatenber nanyama musuri ya wasungu"* (Je me promène avec de la bonne viande d'Européen).

+ + +

Le 12 novembre, les scènes suivantes ont eu lieu dans le Mariema, district dont Kindu est le chef-lieu :



- Des soldats se sont présentés dans un centre commercial pour exiger des vivres. Devant l'hésitation du commerçant, un soldat a tiré de sa poche un morceau de main en disant : "Des vivres où voilà ce qui t'attend".
- Des jeunes gens ont joué au football avec une demi cuisse d'une victime italienne.
- Un contremaître congolais a mis un morceau de chair humaine dans son frigidaire.
- Sur une route des soldats ont invité des passants à découper des morceaux d'une peau humaine, à emporter comme fétiche.
- Des ouvriers d'une société minière ont dansé autour d'un pied.

+ + +

Diverses impressions se dégagent de ce drame dont nous avons exposé certains aspects sous la forme d'un rapport objectif :

- Si la gendarmerie en cantonnement s'est montrée relativement correcte (l'indulgence de ce jugement résulte de notre accoutumance à ces méfaits mineurs tels que brutalité, intervention illégale, réquisitions abusives, etc.), l'état d'anarchie est complet dans l'ANC en mouvement.
- Toute décision en son sein est le résultat de palabres et de discussions où le grade intervient d'autant moins que l'enjeu est important, par exemple la vie ou la mort d'hommes. (Le Colonel PAKABA étant intervenu pour calmer les esprits, aurait été mis en prison par ses propres soldats pendant deux heures).
- Ni les militaires, ni la population dans leur majorité ne sont conscients de la gravité du crime qu'ils ont commis ou auquel ils ont participé avec tant de fureur et d'exaltation. Dès lundi, les conversations des travailleurs et des clercs, sauf exception, étaient revenues à des sujets quotidiens tels que bière, femmes, coût de la vie.
- En corollaires à ce qui précède, on constate que les promoteurs de tels crimes sont immédiatement suivis par une partie de la population qui s'en rend complice. La culpabilité se dilue et les responsables sont pratiquement assués de l'impunité.
- A Kindu, une nouvelle étape a été franchie dans la faillite congolaise, étape qui ne l'avait pas été en janvier et février 1961. La probabilité que se renouvelle le drame est plus grande maintenant qu'avant sa réalisation.



- La capitulation du Gouvernement Central devant son aile lumbiste (après une première réaction humaine de M. Adoula), la passivité des troupes de l'ONU, la paralysie à laquelle la constitution des Nations Unies condamne sa mission déléguée au Congo, l'impunité dont jouissent les coupables, rendent le danger plus réel encore.

+ + +

Pour des raisons strictement humaines, l'ordre doit être rétabli immédiatement dans ce pays, dans le Kaniema en particulier.

Déjà plusieurs centres industriels ont été abandonnés, des routes sont envahies par la forêt, le paludisme se développe, des populations retournent à l'économie de subsistance.

Si l'ordre n'est pas rétabli, c'est-à-dire que si l'armée n'est pas remise au pas et si l'administration civile n'est pas assistée, le processus va s'accélérer : le drame de Kindu se renouvellera, les dirigeants des activités industrielles, agricoles et commerciales continueront à quitter le pays (il ne reste déjà plus que le quart de l'effectif d'avant l'Indépendance), le capital investi en établissements de production, en hygiène publique, en infrastructures, en instruction publique, sera anéanti.

+ + +



- Onse novembre après-midi, 13 aviateurs italiens amenés prison Kindu jetés de camion, poussés dans cellules par soldats exultés. Discussion confuse et anarchique puis soldats tirèrent sur victimes à travers barreaux grilles cellules. Soldats aidés par prisonniers éroit commun et badauds traînèrent corps dans cour, les déshabillèrent, les dépecèrent avec baionnettes, sauf deux corps traînés dans ville pour montrer population. Femmes accoururent prison avec casseroles pour recueillir morceaux chair découpés sur victimes. Un Italien moribond fut achevé par une femme qui lui écrasa tête avec gourdin puis aida débiter corps.
- Même jour soldats pénétrèrent dans couvent Soeurs blanches et jetèrent fœtus humain sur table autour laquelle elles se trouvaient.
- Même jour soldats entrèrent chez Européens ignorant encore drame et jouant cartes. Jetèrent pouce humain sur table en riant et menaçant.
- Douze novembre Kindu femmes se promènèrent sur avenue principale avec bassines sur têtes contenant chair humaine et criant : qui veut de la belle viande de cochon d'Européen.
- Même jour Kindu enfant se promène balancant trois doigts liés ficelle et disant : Je me promène avec de la bonne viande d'Européen.
- Même jour Maniema (hinterland Kindu) soldat exigea vivres magasin en tirant morceau main en poche pour menacer.
- Même jour Maniema enfants jouèrent football avec morceau jambe.
- Même jour Maniema ouvriers société étain mangèrent pied après avoir dansé autour.
- Même jour Maniema soldats sur route invitèrent passants à découper morceaux dans peau humaine à emporter comme fétiche.
- Même jour Maniema contremaître congelait mit morceau chair humaine dans glacière pour conservation.



UC 029

CVG 011

SS CUA

DE CUG 11/03

FH OMUC STAN

TO CHUC LEO

BT

UNCLAS LINGER FROM ENGLAND CIV. 1327 MESSAGE FROM KINDU INVESTIGATION  
COMMISSION QUOTE MEMBRES COMMISSION ARRIVES SAINS ET SAUFS A STAN-  
LETVILLE 11.30 LOCAL. PREMIERS ELEMENTS ENQUETE. HIER AVION DCA  
AIR CONGO A TRANSPORTE VINET-NEUF PRISONNIERS DE L'ANC IMPLIQUES  
MASSACRE 13 AVIATEURS ITALIENS A KINDU. ORDRE GENERAL LUNDULLA. CELUE  
CI ACTUELLEMENT PRISENT A STAN. EST ARRIVE A L'AERODROME A L'ATTER-  
RISSAGE DE L' AVION QUI NOUS TRANSPORTAIT. N'A PAS ENCORE MANIFESTE  
DESIR DE PRENDRE CONTACT AVEC NOUS. IL SEMBLERAIT QUE CELA SERAIT PO-  
SSIBLE PLUS TARD. ENVISAGEONS DEBUT ENQUETE CE JOUR UNQUOTE

ET

CFM 1327 11.30 4 13

03/10202 DEC CUS

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:					
C.R.S.O.	X				
T.V. OFF.					
W.A.P.		RUL. W.		AIRLOPS.	
P.D.				P.X.	
E.T.					
G.E.					
S.W.					
C.F.					
M.A.T.					



2 décembre

1

A : Lt.Col. M. Borchgrevink, Chief of Military Information  
Lt.Col. B. Lindeblad, Judge Advocate General  
Lt.Col. P. Tersani  
Monsieur M. Ennafla

De : S. Linner, Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo

Sujet : Commission d'enquête sur l'incident de Kindu

1. Comme vous le savez, je vous ai nommé le 17 novembre 1961 comme membres d'une commission mixte d'enquête dont un nombre égal de membres devrait être nommé par le Gouvernement congolais. En même temps j'ai nommé Monsieur W.A. Duncan-Smith à la commission, mais il est actuellement malade et ne pourra pas participer aux travaux jusqu'à ce que sa santé soit rétablie.

2. Je n'ai pas encore reçu les nominations du Gouvernement congolais de ses membres à la commission mixte. A mon avis, il est très indésirable que l'enquête soit encore remise à une date ultérieure.

3. Par conséquent, j'ai décidé de vous envoyer aussitôt que possible à Kindu pour y assurer la mise en œuvre de l'enquête. Vous aurez là la pleine coopération du personnel de l'ONUC tant civil que militaire. Vous resterez à Kindu le temps nécessaire pour recueillir tous les témoignages et autres éléments de preuve que vous pourrez obtenir.

4. Monsieur M. Ennafla est nommé président de la commission ONUC et présidera ses séances, et il assurera la bonne marche de ses travaux.

5. La mission de la commission ONUC sera la suivante :

- a) d'enquêter sur les circonstances dans lesquelles les treize pilotes italiens, membres de l'ONUC, ont été, le 11 novembre 1961, enlevés du mess des officiers malais à Kindu par des soldats de l'ANC, transportés à la ville et assassinés. Les noms des pilotes italiens sont les suivants :

Major A. Parmegiani  
Capitaine G. Conelli  
Lieutenant G. de Luca  
Lieutenant G. Garbati  
Lieutenant F. Remotti  
M. Quadrumani  
S. Possenti  
M. Marocacci  
F. Paga

cc: Force Commander



F. Di Giovanni  
N. Stigliani  
A. Fabi  
A. Mamone

- b) d'identifier, autant que possible, les personnes coupables de ces meurtres et des autres crimes y afférents
- c) de faire sans délai au Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo un rapport détaillé sur les sujets indiqués dans les deux sous-paragraphes ci-dessus.

GHW/mr



GVT/12/61

Le 1er décembre 1961

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 25 novembre et à votre réponse du 28 novembre 1961 au sujet de l'incident survenu à Kindu le 11 novembre 1961. Par votre lettre vous m'avez fait savoir que le Général Lundula avait été rappelé à Léopoldville en consultation en vue de mettre au point un plan d'action permettant le transfert des unités reconnues coupables de ces incidents.

J'ai appris que le Général Lundula était arrivé hier matin à Léopoldville. Vous n'avez pas encore arrangé, comme convenu, une réunion entre nous trois pour arrêter un plan d'action. Je dois aussi constater qu'aucune suite n'a été donnée à la demande exprimée dans ma lettre du 25 novembre qu'une copie de vos instructions aux autorités locales de Kindu me soit transmise.

A mon avis, il est très indésirable que la mise en application de mesures effectives pour l'identification et la punition des coupables du massacre soit encore remise à une date ultérieure. Si le Gouvernement congolais n'est pas à même de prendre immédiatement de telles mesures, il incombe à l'ONUC de faire son possible pour que justice soit faite.

Par conséquent, j'ai l'intention d'envoyer aussitôt que possible à Kindu les personnes que j'ai nommées, il y a maintenant à peu près deux semaines, comme membres de la Commission mixte d'enquête proposée dans ma lettre du 16 novembre. Je tiens à exprimer, encore une fois, mon vif regret que le Gouvernement congolais n'ait pas encore nommé ses membres à la commission. Toutefois, dans la situation actuelle, il me paraît indispensable qu'une enquête soit entreprise, si possible avec la collaboration de membres congolais, mais sinon, par une commission uniquement composée de membres nommés par l'ONUC.

D'après les informations que j'ai reçues, les deux compagnies de Watsa indentifiées comme coupables du massacre sont déjà parties de Kindu. Je désire vous faire savoir que l'Organisation des Nations Unies tient votre Gouvernement pour responsable d'assurer que les coupables soient poursuivis en justice.



En outre, je me permets de vous demander encore une fois de me communiquer une copie des instructions données par votre Gouvernement aux autorités locales de Kindu. Je suis sûr que vous vous rendrez compte de l'importance de donner de telles instructions avant l'arrivée sur place de la commission ONUC.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre  
de la République du Congo  
Léopoldville



INCOMING CODE CABLE

IMMEDIATE

To : Linner, Leo.  
From : SecGen, Nyk.  
Date : 1 Dec 1961.  
No. 8429

SECRET

Reference 1-180. Concur in letter and proposed course of action.



OUTGOING CODE

MOST IMMEDIATE

To : SECGEN, NEW YORK  
From : LINNER, LEOPOLDVILLE  
Date : 30 November 1961  
No. : L- 180

Reference your 8362.

1. As suggested in para 10 of our 144 through 147, events appear to have confirmed my impression that Central Government is not prepared to establish joint investigation commission. Lundula has been in Leo since this morning and we have it on good authority that he has seen Adoula. So far Adoula has not made any effort to communicate with me after seeing Lundula. Several efforts by me to contact Adoula this afternoon have been of no avail. Furthermore he has failed so far to transmit to me as requested a copy of the instructions he promised to send to the Kindu authorities. It is more than likely that no such instructions have been issued yet by him. Our members of commission are ready to proceed to Kindu at any time and you will appreciate the consequences of any further delay on our part from the point of view of world public opinion.

2. Subject to your instructions I propose to deliver to-morrow morning to Adoula the following letter and to arrange for the dispatch of our personnel on the commission to Kindu:

" Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 25 novembre et à votre réponse du 28 novembre 1961 au sujet de l'incident survenu à Kindu le 11 novembre 1961. Par votre lettre vous m'avez fait savoir que le Général Lundula avait été rappelé à Léopoldville en consultation



en vue de mettre au point un plan d'action permettant le transfert des unités reconnues coupables de cet incident.

J'ai appris que le Général Lundula était arrivé hier matin à Léopoldville. Vous n'avez pas encore arrangé, comme convenu, une réunion entre nous trois pour arrêter un plan d'action. Je dois aussi constater qu'aucune suite n'a été donnée à la demande exprimée dans ma lettre du 25 novembre qu'une copie de vos instructions aux autorités locales de Kindu me soit transmise.

A mon avis, il est très indésirable que la mise en application de mesures effectives pour l'identification et la punition des coupables du massacre soit encore remise à une date ultérieure. Si le Gouvernement congolais n'est pas à même de prendre immédiatement de telles mesures, il incombe à l'ONUC de faire son possible pour que justice soit faite.

Par conséquent, j'ai l'intention d'envoyer aussitôt que possible à Kindu les personnes que j'ai nommées, il y a maintenant à peu près deux semaines, comme membres de la Commission mixte d'enquête proposée dans ma lettre du 16 novembre. Je tiens à exprimer, encore une fois, mon vif regret que le Gouvernement congolais n'ait pas encore nommé ses membres à la commission. Toutefois, dans la situation actuelle, il me paraît indispensable qu'une enquête soit entreprise, si possible avec la collaboration de membres congolais, mais sinon, par une commission uniquement composée de membres nommés par l'ONUC.

D'après les informations que j'ai reçues, les deux compagnies de Watsa identifiées comme coupables du massacre sont déjà parties de Kindu. Je désire vous faire savoir que l'Organisation des Nations Unies tient votre Gouvernement pour responsable d'assurer que les coupables soient



poursuivis en justice.

En outre, je me permets de vous demander encore une fois de me communiquer une copie des instructions données par votre Gouvernement aux autorités locales de Kindu. Je suis sûr que vous vous rendrez compte de l'importance de donner de telles instructions avant l'arrivée sur place de la commission ONUC.

Veuillez agréer, etc... "

3. Grateful for immediate reply.

cc. Mr. G. Wattles ✓

NK-GW/mr



# ROUTING SLIP

TO

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

*From Col. Lindeblad*

DATE

FROM



D R A F T

CONVENING ORDER

dated

by

A Court of Inquiry composed as under is hereby appointed:

- (a) President :
- (b) Members :

for inquiring into the circumstances under which, on 11 Nov 1961, at KINDU, Italian members of UN Force were killed.

The Court shall assemble first at LEOPOLDVILLE, at a time and date specified by the President and subsequently, wherever the President deems necessary, at times and dates to be specified by him.

The Court will record statements and gather evidence to enable it to its findings on: -

1. the events, in chronological order, leading up to and on the killing of Italian military personnel at KINDU on the 11 Nov 1961;
2. the situation which obtained at KINDU at the time of the incidents on 11 Nov 1961, including full particulars on the UN detachment and ANC;
3. complete particulars, including name, rank, army number of those whom the Board of Inquiry established to be:
  - (a) Dead
  - (b) Missing, presumed dead
  - (c) Missing;



4. details of the search carried out to-date in an effort to locate the missing personnel and with what results, and to determine whether any further search is likely to results in locating any of the missing persons;
5. in the case of those considered to be either missing, presumed dead, or missing, to give details of the circumstances under which they were last seen and any other particulars which might assist in determining if they are likely to have survived and establish in cases of dead or missing, presumed dead, the point of time of the death or presumed death;
6. identification of the persons responsible or guilty <sup>of</sup> ~~for~~ the murders and of other crimes committed in connection therewith;
7. particulars of damages or losses to UN equipment, giving details and approximate cost of such damages or loss;
8. particulars of unit or personal property damaged or lost during incident, with approximate cost of such damage s or loss;

After recording its findings, the Court will express an opinion as to the cause and the responsibility of person(s) which occasioned the incident and ensure in collaboration with the competent authorities the arrest of the persons identified as guilty or responsible for the murders.

Proceedings in quadruplicate will be rendered to



INCOMING CODE CABLE.

IMMEDIATE.

To : Mr. Linner, Leopoldville.  
From : SECCEN, New York.  
Date : 29 November 1961.  
No. : 8362

Reur 144 through 147. Am greatly disappointed at line now being taken in this question by Prime Minister. In circumstances, I concur in the course you propose to follow.



OUTGOING CODE

PRIORITY

To : SECGEN, New York

From : LINNER, Léo

Date : 28 NOV 61

N° : L-144 ~~15~~ L-147

1. On receipt your 8258 I sent the reply contained in pages 2 and 3 of L-118. That same morning (25 November) I met with Adoula and communicated to him your 8252.
2. Adoula told me it would be most helpful to him if I could send him another letter expressing more officially your apprehensions as he felt this would give greater force to his efforts to convince his Cabinet that a mixed Commission should be set up without further delay. He told me he was fairly confident he would be in a position to communicate the names of their members on the Commission still that day.
3. I subsequently sent following which was delivered to him in the afternoon of 25 November: Quote

Monsieur le Premier Ministre

J'ai l'honneur de me référer au dernier paragraphe de ma lettre du 25 Novembre ainsi qu'à l'entrevue que vous avez bien voulu m'accorder ce matin, au cours de laquelle je vous ai fait plus particulièrement part du désir pressant exprimé par le Secrétaire général par intérim des Nations Unies de voir une Commission mixte d'enquête établie sans délais.

Le Secrétaire général par intérim m'a en effet exprimé ses appréhensions sur le contenu du paragraphe 2 de la lettre que vous m'avez adressée sous le N°2748 le 24 courant. Je vous serais par conséquent particulièrement reconnaissant de me faire connaître, dans les plus brefs délais, la position finale que votre Gouvernement décide d'adopter pour l'établissement de cette Commission mixte d'enquête des malheureux événements de Kindu.

Veuillez agréer, etc. Unquato



4. On Sunday morning I telephoned Adoula who again reiterated his promise for a reply on Monday. In spite of other repeated phone calls throughout Monday no such reply had been received by Monday evening.

5. Finally this morning I received the following: Quote

Objet: Incidents du Kindu

Monsieur le Chargé de Mission - J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres datées du 25 novembre 1961 concernant les incidents de Kindu.

Comme suite à votre requête, je vous remets sous ce pli le rapport établi par Monsieur le Ministre Gbenyé. Les résultats de toute enquête relative aux événements de Kindu vous seront transmis au fur et à mesure qu'ils seront en notre possession.

Le Gouvernement central se réjouit du fait que les Nations Unies ont renoncé à leur désir de voir la garnison de Kindu entièrement isolée et désarmée pour la durée des travaux de la Commission d'enquête et qu'elles acceptent que les unités reconnues coupables puissent être transportées en un autre lieu où l'enquête puisse s'effectuer sans entrave.

Dès à présent, le Gouvernement central prend des dispositions en vue: soit d'évacuer Kindu de toutes les troupes autres que les unités reconnues coupables en les acheminant vers le Nord Katanga, soit de transférer ces dernières en un autre lieu.

Le Général Lundula, Commandant le 3ème Groupement, a été rappelé à Léopoldville en consultation en vue de mettre au point un plan d'action permettant le transfert, sans risques, des unités reconnues coupables.



Dans le but de faciliter l'opération, il serait souhaitable que l'Organisation des Nations Unies, de son côté, accepte de retirer les mesures de renforcement à Kindu au moment où le Gouvernement central donnerait ordre à ses troupes d'évacuer Kindu et les environs.

Veuillez excuser, etc..... Unquote

6. The contents of this last letter being indeed very different from our previous understanding I immediately went again to see Adoula who told me that in view of Lundula's imminent arrival in Léo he preferred to discuss the whole subject with the latter. Needless to say I expressed most serious concern over the delay. Adoula then stated that he felt he could convince his Cabinet to consider the previous Government Commission of Gbenyé, Lundula and Boudhé, as being their representatives who could work in close cooperation with our members on the Commission. Before this was finalized however he again emphasized the need to wait until Lundula had arrived from Stan which he said was to take place tomorrow.

7. During the course of my discussions, I also reported on the progress achieved by Colonel Teshomé in Kindu pointing out we could not accept the contention that we should need Central Government permission for Committee of Investigation to perform its task as reported by Teshomé. Adoula readily agreed and also promised he would send necessary instructions to Kindu authorities to cooperate fully and facilitate the task of whatever Commission should come to Kindu.

8. In this respect I sent Adoula the following letter this afternoon: Quote  
J'ai l'honneur de vous confirmer notre conversation de ce matin au cours de laquelle je vous ai notamment fait part du rapport qui nous était parvenu du Colonel commandant les troupes des Nations Unies à Kindu. Ce rapport est ainsi rédigé:



"Ai eu un entretien à l'Hôtel Bérale de Kindu ce 27 novembre avec 12 officiers de la garnison ANC et 14 parmi les plus hauts membres des Autorités civiles.

Au cours de cette réunion nous nous sommes mis d'accord pour que:

- (a) l'ordre public et la sécurité de Kindu soient assurés par les forces locales conjointement avec les Nations Unies
- (b) le libre mouvement dans la ville soit garanti à tout membre du personnel des Nations Unies porteur d'une carte d'identité Nations Unies
- (c) la question du logement des troupes Nations Unies ainsi que l'établissement d'un quartier général soient garantis
- (d) la Commission d'Enquête puisse commencer sa tâche pour autant qu'elle le fasse avec la permission du Gouvernement central et l'assurance que les Nations Unies l'ont envoyé dans ce but."

J'ai pris bonne note de vos assurances, selon lesquelles d'une part la Commission n'avait nul besoin de la permission du Gouvernement central pour mener à bien son enquête, et d'autre part que des instructions seront envoyées dans le plus bref délai aux autorités tant civiles que militaires de Kindu pour qu'elles facilitent la tâche de cette Commission et qu'elles coopèrent étroitement avec ses membres dans toute la mesure de leurs moyens.

J'ai avisé le Secrétaire général par intérim des Nations Unies des résultats de notre entretien de ce matin et vous serez reconnaissant, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir me faire parvenir une copie des instructions que vous adresserez aux autorités civiles et militaires de Kindu.

Vous en remerciant d'avance, je vous prie, etc...

9. In spite of my numerous démarches and constant pressure on Adoula I have little hope for their going ahead with the Joint Commission all the more since I now learn that the two companies from the 6th Battalion from Wetsa which Government



confesses have been identified as those responsible for the massacre left Kindu for Katanga before the arrival of the 35th Ethiopian Battalion, and further that Pakasa no longer is in Kindu and his present whereabouts are unknown.

10. Subject to any changes you may wish to indicate I propose to wait another 24 hours until <sup>after</sup> Lundula has arrived to confirm my impression that Central Government is not prepared to establish the Joint Investigation Commission whereupon I would write another letter to Adoula, in which I will indicate that since he had failed to send us a positive reply we are sending a purely UN Commission to Kindu. I will insist on having a copy of the instructions he promised to send to the Kindu authorities before this Commission is sent there. At the same time I will indicate to him that we will hold him and his Government responsible for bringing before ~~the~~ Justice the culprits since they have already left Kindu and that it is my intention to publish this communication.

11. I feel it will be important for our Commission to report in great detail on the circumstances leading to the massacre of the 13 Italians and it will also assist us in correcting some of the statements contained in Gbenyé's report (already pouched to you).

cc: Acting Force Commander

JP/jg



OUTGOING CODE

PRIORITY

To : SECGEN, New York

From : LINIER, Léo

Date : 28 NOV 61

Re : L-144 to L-147

1. On receipt your 8258 I sent the reply contained in pages 2 and 3 of L-118. That same morning (25 November) I met with Adoula and communicated to him your 8252.
2. Adoula told me it would be most helpful to him if I could send him another letter expressing more officially your apprehensions as he felt this would give greater force to his efforts to convince his Cabinet that a mixed Commission should be set up without further delay. He told me he was fairly confident he would be in a position to communicate the names of their members on the Commission still that day.
3. I subsequently sent following which was delivered to him in the afternoon of 25 November: Quote

Monsieur le Premier Ministre

J'ai l'honneur de me référer au dernier paragraphe de ma lettre du 25 Novembre ainsi qu'à l'entrevue que vous avez bien voulu m'accorder ce matin, au cours de laquelle je vous ai fait plus particulièrement part du désir pressant exprimé par le Secrétaire général par intérim des Nations Unies de voir une Commission mixte d'enquête établie sans délai.

Le Secrétaire général par intérim m'a en effet exprimé ses appréhensions sur le contenu du paragraphe 2 de la lettre que vous m'avez adressée sous le N°2748 le 24 courant. Je vous serais par conséquent particulièrement reconnaissant de me faire connaître, dans les plus brefs délais, la position finale que votre Gouvernement décide d'adopter pour l'établissement de cette Commission mixte d'enquête des malheureux événements de Kindu.

Veuillez agréer, etc. Linier



4. On Sunday morning I telephoned Aboula who again reiterated his promise for a reply on Monday. In spite of other repeated phone calls throughout Monday no such reply had been received by Monday evening.

5. Finally this morning I received the following: Quote

Objet: Incidents du Kindu

Monsieur le Chargé de Mission - J'ai l'honneur d'excuser réception de vos lettres datées du 25 novembre 1961 concernant les incidents du Kindu.

Comme suite à votre requête, je vous remets sous ce pli le rapport établi par Monsieur le Ministre Shenyé. Les résultats de toute enquête relative aux événements du Kindu vous seront transmis au fur et à mesure qu'ils seront en notre possession.

Le Gouvernement central se réjouit du fait que les Nations Unies ont renoncé à leur désir de voir la garnison de Kindu entièrement isolée et désarmée pour la durée des travaux de la Commission d'enquête et qu'elles acceptent que les unités reconnues coupables puissent être transportées en un autre lieu où l'enquête puisse s'effectuer sans entrave.

Dès à présent, le Gouvernement central prend des dispositions en vue soit d'évacuer Kindu de toutes les troupes autres que les unités reconnues coupables et les acheminer vers le Nord Katanga, soit de transférer ces derniers en un autre lieu.

Le Général Lundula, Commandant la 3ème Groupement, a été rappelé à Leopoldville en consultation en vue de mettre au point un plan d'action permettant le transfert, sans risques, des unités reconnues coupables.



Dans le but de faciliter l'opération, il serait souhaitable que l'Organisation des Nations Unies, de son côté, accepte de retirer les mesures de renforcement à Kindu au moment où le Gouvernement central devrait ordre à ses troupes d'évacuer Kindu et les environs.

Veuillez croire, etc..... Unqueto

6. The contents of this last letter being indeed very different from our previous understanding I immediately went again to see Adoula who told me that in view of Lundula's imminent arrival in Léo he preferred to discuss the whole subject with the latter. Needless to say I expressed most serious concern over the delay. Adoula then stated that he felt he could convince his Cabinet to consider the previous Government Commission of Gheryé, Lundula and Sundé, as being their representatives who could work in close cooperation with our members on the Commission. Before this was finalized however he again emphasized the need to wait until Lundula had arrived from Stan which he said was to take place tomorrow.

7. During the course of my discussions, I also reported on the progress achieved by Colonel Teshomé in Kindu pointing out we could not accept the contention that we should need Central Government permission for Committee of Investigation to perform its task as reported by Teshomé. Adoula readily agreed and also promised he would send necessary instructions to Kindu authorities to cooperate fully and facilitate the task of whatever Commission should come to Kindu.

8. In this respect I sent Adoula the following letter this afternoon: Quote  
J'ai l'honneur de vous confirmer notre conversation de ce matin au cours de laquelle je vous ai notamment fait part du rapport qui nous était parvenu du Colonel commandant les troupes des Nations Unies à Kindu. Ce rapport est ainsi rédigé:



J'ai eu un entretien à l'Hôtel Serravallo de Kinshasa ce 27 novembre avec 12 officiers de la garnison ANZ et 14 parmi les plus hauts membres des Autorités civiles.

Au cours de cette réunion nous nous sommes mis d'accord pour que :

- (a) l'ordre public et la sécurité de Kinshasa soient assurés par les forces locales conjointement avec les Nations Unies
- (b) le libre mouvement dans la ville soit garanti à tout membre du personnel des Nations Unies porteur d'une carte d'identité Nations Unies
- (c) la question du logement des troupes Nations Unies ainsi que l'établissement d'un quartier général soient garantis
- (d) la Commission d'Enquête puisse commencer sa tâche pour autant qu'elle le fasse avec la permission du Gouvernement central et l'assurance que les Nations Unies l'ont envoyé dans ce but."

J'ai pris bonne note de vos assurances, selon lesquelles d'une part la Commission n'avait nul besoin de la permission du Gouvernement central pour mener à bien son enquête, et d'autre part que des instructions seront envoyées dans le plus bref délai aux autorités tant civiles que militaires de Kinshasa pour qu'elles facilitent la tâche de cette Commission et qu'elles coopèrent étroitement avec ses membres dans toute la mesure de leurs moyens.

J'ai avisé le Secrétaire général par intermédiaire des Nations Unies des résultats de notre entretien de ce matin et vous enrai remerciement, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir me faire parvenir une copie des instructions que vous adresserez aux autorités civiles et militaires de Kinshasa.

Vous en remerciant d'avance, je vous prie, etc...

9. In spite of my numerous démarches and constant pressure on Adoula I have little hope for their going ahead with the Joint Commission all the more since I now learn that the two companies from the 6th Battalion from Wata which Government



confessors have been identified as those responsible for the massacre left Kindu for Katanga before the arrival of the 35th Ethiopian Battalion, and further that Pokane no longer is in Kindu and his present whereabouts are unknown.

10. Subject to any changes you may wish to indicate I propose to wait another 24 hours until Lundula has arrived to confirm my impression that Central Government is not prepared to establish the Joint Investigation Commission whereupon I would write another letter to Adoula, in which I will indicate that since he had failed to send us a positive reply we are sending a purely UN Commission to Kindu. I will insist on having a copy of the instructions he intended to send to the Kindu authorities before this Commission is sent there. At the same time I will indicate to him that we will hold him and his Government responsible for bringing before the Justice the culprits since they have already left Kindu and that it is my intention to publish this communication.

11. I feel it will be important for our Candidates to report in great detail on the circumstances leading to the massacre of the 15 Italians and it will also assist us in correcting some of the statements contained in Gheryd's report (already pouched to you).

cc: Katang Force Commander

JP/10



28 novembre 1961.



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 2847/61

(CAB/P.M.)

28 November, 1961

Incidents de Kindu

Monsieur Sture Linnér  
Chargé de la Mission de l'ONUC  
Léopoldville

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres datées du 25 novembre 1961 concernant les incidents de Kindu.

Comme suite à votre requête, je vous remets sous ce pli le rapport établi par Monsieur le Ministre Gbenye. Les résultats de toute enquête relative aux événements de Kindu vous seront transmis au fur et à mesure qu'ils seront en notre possession.

Le Gouvernement central se réjouit du fait que les Nations Unies ont renoncé à leur désir de voir la garnison de Kindu entièrement isolée et désarmée pour la durée des travaux de la Commission d'enquête et qu'elles acceptent que les unités reconnues coupables puissent être transportées en un autre lieu où l'enquête puisse s'effectuer sans entrave.

Dès à présent, le Gouvernement central prend des dispositions en vue : soit d'évacuer Kindu de toutes les troupes autres que les unités reconnues coupables en les acheminant vers le Nord Katanga, soit de transférer ces dernières en un autre lieu.

Le Général Lundula, Commandant le 3ème Groupement, a été rappelé à Léopoldville en consultation en vue de mettre au point un plan d'action permettant le transfert, sans risques, des unités reconnues coupables.

Dans le but de faciliter l'opération, il serait souhaitable que l'Organisation des Nations Unies, de son côté, accepte de retirer les mesures de renforcement à Kindu au moment où le Gouvernement central donnerait ordre à ses troupes d'évacuer Kindu et les environs.

Veuillez croire, Monsieur le Chargé de Mission, à l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE,

Cyrille ADOULA



LEOPOLDVILLE, 10 20 novembre 1961.

N° 2.663 / FO51/Cab.

OBJET: Rapport de tournée.

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Président de la Chambre  
des Représentants à LEOPOLDVILLE.--

-- Monsieur le Président du Sénat  
à LEOPOLDVILLE.

avec l'assurance de ma haute considé-  
ration.

- Messieurs les Ministres (TOUS) !

-- Monsieur le Président du Gouvernement  
Provincial du Kivu-Maniema à BUKAVU.

A MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE  
DE LA REPUBLIQUE DU CONGO  
LEOPOLDVILLE.--

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre,  
sous ce couvert, le rapport de tournée que je viens  
d'effectuer dans la Province du Kivu-Maniema.

Je vous en souhaite bonne réception.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Chr. GBENYE,--





RAPPORT DE TOURNEE DANS LA PROVINCE DU KIVU-MANIEMA  
-----

A V E R T I S S E M E N T

Il est un fait certain que ceux qui abordent ce genre de rapport avec des préjugés partisans ne peuvent trouver dans les pages qui suivent des aliments à satisfaire leurs appétits.

Dans ce rapport, bien par nature, je ne suis pas juste, je m'efforce cependant de reproduire authentiquement tout ce que j'ai vu, entendu et retenu. L'erreur que l'on ne reprochera, suite à l'interprétation de certains lecteurs, ne pourra résulter que du défaut des sens de la vue et de l'ouïe dont je ne m'en suis jamais aperçu.

Je prie quiconque hésitant de donner à ce rapport le crédit d'objectivité de me demander tous les renseignements, car à la disposition de chacun, je ne permets de ne mettre.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

CH. MBENI, -



SITUATION A KINDU.

Mardi, 14 novembre 1961.

Parti de Léopoldville, accompagné du Général LUNDULA et de Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale BUNDHE et de Monsieur KIMBIMBI, Chef de Cabinet Adjoint au Cabinet du Premier Ministre, à bord d'un avion DC4 ONUC, je devais arriver à Kindu avec un retard sur l'horaire prévu. En effet, quinze minutes avant d'atteindre Kindu, le pilote ne fit savoir qu'un ordre du Quartier Général ONUC à Léopoldville, l'obligeait à faire demi-tour parce que les soldats de l'A.N.C. basés à Kindu menaceraient de tirer sur nous si nous tentions d'atterrir. Je proposai au pilote de mettre le cap sur Stanleyville ou Goma, mais il préféra attendre confirmation de Léopoldville. On fit quelques tours dans l'air pour enfin atterrir, sans incident, à Kindu où je fus accueilli avec les honneurs de nos troupes. Nos soldats ne tirèrent donc point, l'avion n'était donc pas menacé, d'autant plus que le Général LUNDULA se trouvait à bord.

Les 13 pilotes italiens.

C'est dans la résidence de Monsieur le Commissaire de District à Kindu que j'entends le Colonel PAKASA ne faire un rapport verbal de l'incident avec les deux avions de l'ONUC, en ces termes:

" Dès que je fus prévenu qu'il y avait tension entre nos  
" militaires et ceux de l'ONUC au Mess des Officiers ONUC, je  
" ne rendis sur les lieux. Les 13 pilotes s'y trouvaient.  
" Je conférais ensuite avec les Officiers du contingent malais  
" lorsque brusquement surgit un groupe important de nos soldats.  
" Les Officiers de l'ONUC et moi-même eûmes juste le temps de  
" nous retourner pour nous apercevoir que les militaires venus  
" en renfort s'étaient emparés des pilotes de l'ONUC et s'en  
" allaient vers le camp. Je dois ajouter que les soldats de  
" l'ONUC stationnés à Kindu et moi-même étions dépassés par les  
" militaires de l'ANC. Je me rendis de suite à la prison où les  
" 13 italiens surnommés "mercenaires de Tshombe" étaient  
" internés. Il me fut impossible d'entrer dans cette prison d'où  
" je fus refoulé par nos soldats très excités qui me menaçaient  
" pour le cas où j'essayerais de demander la libération des  
" espions de Tshombe. Les soldats, en effet, croyaient que ces  
" blancs étaient des mercenaires, des espions de Tshombe qui,  
" pour nous tromper, avaient peint leurs avions des couleurs de  
" l'ONUC.

.../...



" Je dois avouer que s'il est prouvé maintenant que ces pilotes  
 " n'étaient pas des mercenaires, il n'en était malheureusement  
 " pas ainsi au moment de l'atterrissage de deux avions ONUC.  
 " Car les deux avions arrivés à Kindu et transportant deux  
 " autos blindées portaient des indicatifs différents des lettres  
 " d'immatriculation annoncées par Usumbura pour deux avions ONUC  
 " qui devaient avoir à bord des troupes malaises et qui...  
 " ne sont jamais arrivés. De plus, nos soldats ont saisi  
 " quatorze armes et munitions qui se trouvaient dans les avions.  
 " Je viens d'être informé ce matin que tous les détenus - les  
 " pilotes italiens y compris - ont déserté la prison depuis  
 " cette nuit. On m'a apporté également l'équipement de deux  
 " de mes soldats portés manquants..." -voir P.V. d'évasion en  
 " annexe."

Ici, j'interromps le Colonel PAKASA pour demander  
 au Général LUNDULA de donner l'ordre de mobiliser les troupes  
 pour la recherche des 13 italiens.

Nous nous retrouvons ensuite à l'aérodrome où le  
 Colonel PAKASA répètera son rapport devant les Officiers malais  
 de l'ONUC et en présence du représentant civil de l'ONUC à  
 Stanleyville.

Ensuite, je posai la question au Major commandant les  
 troupes malaises de l'ONUC à Kindu, de savoir comment s'était  
 produit l'incident. Celui-ci s'expliqua comme suit:

" Effectivement, deux avions ONUC venant de Kamina à destination  
 " de Kindu étaient annoncés, mais je n'étais pas informé des  
 " marques distinctives (lettres d'immatriculation) de ces avions.  
 " Lorsque les deux avions ONUC se furent posés sur la piste,  
 " je pris les 13 membres de l'équipage et les conduisis au Mess  
 " des Officiers ONUC. Là, les militaires de l'ANC vinrent les  
 " arrêter et les conduisirent au camp militaire ou à la prison.  
 " L'intervention du Colonel PAKASA comme sa propre intervention  
 " ne produisit aucun effet positif. Depuis lors, j'essaie en  
 " vain d'obtenir leur libération. Depuis lors également, la  
 " collaboration qui a toujours existé entre l'ANC et mes hommes  
 " s'est transformée en une tension qui, si elle doit persister,  
 " entraînera des conséquences graves.  
 " En tant que Commandant des troupes de l'ONUC à Kindu, j'ai  
 " l'obligation de veiller à la sécurité de tous les civils de  
 " l'ONUC sur mon territoire, c'est-à-dire que je demande la  
 " libération des 13 italiens faits prisonniers par l'ANC. Je  
 " demande aussi que les deux autos blindées ainsi que les armes  
 " et munitions saisies par l'ANC ne soient restituées."

.../...



Monsieur ENGLUND, représentant de l'ONUC à Stanleyville, intervient pour appuyer la demande du Major ONUC, en insistant sur le fait que les 13 pilotes étaient des militaires au service de l'ONUC et que dès lors ils pouvaient avoir leurs armes avec eux pendant les heures de service.

A ma question de savoir si ces "pilotes" portaient leur uniforme militaire au moment de leur arrestation, le major répond par la négative. Je fais alors remarquer à Monsieur ENGLUND qu'il était dès lors difficile pour nos soldats de reconnaître en ces membres d'équipage, des "casques bleus" authentiques, étant donné : 1° la confusion dans l'annonce de l'arrivée des avions;

2° l'hypothèse selon laquelle TSHOMBE peut faire peindre ses avions aux couleurs ONUC pour surprendre nos militaires.

Je réitère cependant ma demande au général LUNDULA de mobiliser les troupes pour la recherche des aviateurs en insistant sur mon désir de les voir ramenés vivants dans les 24 heures.

Monsieur ENGLUND se félicite de cette décision.

L'opérateur chargé de la sécurité aérienne:

Monsieur BAZARA Joseph, nous déclare ce qui suit:

" J'étais prévenu par Usumbura du départ de Kanina de deux avions  
 " ONUC transportant des troupes malaises, à destination de Kindu,  
 " immatriculés I.6049 et I.6002. Lorsque ces avions s'annoncèrent,  
 " je fus évidemment surpris de constater que leurs indicatifs  
 " 26049 et 26002 ne correspondaient pas à ceux que m'avait  
 " renseigné Usumbura. Je demandai confirmation à Usumbura qui...  
 " confirma les indicatifs déjà transmis, c'est-à-dire ceux des  
 " deux avions qui n'arrivèrent point à Kindu. J'informai alors  
 " les services du contrôle des trafics, de cette anomalie."

Ensuite, l'opérateur me remit le P.V. circonstancié en annexe.-.

J'aurais pu attendre le résultat des recherches des pilotes italiens, mais j'ai dû continuer le voyage sur Stanleyville pour libérer six européens ainsi que leur avion "AIR BROUSSE", arrêtés par les services de la sécurité pour avoir atterri sans s'être fait annoncer. A Stanleyville, j'ai plus de chance, car ces européens étaient déjà depuis le matin même remis en liberté par le Chef de l'Etat-Major du 3ème Groupement. Le matin j'envoyai le Général LUNDULA à Kindu pour connaître le résultat des recherches, mais celui-ci rentré le soir du même jour, me dit que les recherches continuent son cours. C'est à Bukavu que j'apprends l'assassinat des 13 pilotes dont les corps seraient jetés dans le fleuve. C'est aussi à Bukavu où je ne trouve depuis jeudi 16 novembre au soir que je reçois le samedi 18.11.1961, un cable du Colonel FAKASA m'invitant à passer par Kalina chercher le rapport complet de cette affaire de Kindu.-

.../...



Je ne pourrais malheureusement faire escale à Kalina avec le DC4; je demande au Colonel de me faire parvenir de toute urgence son rapport à Léopoldville.

Au moment où j'écris le présent rapport, je ne suis pas encore en possession du document établi par le Colonel PAKASA.

Le faux indicatif donné par Usumbura suivi de l'acte posé par les militaires de l'ANC sont là deux choses fort mystérieuses.

Dans le cadre du Gouvernement l'ordre fut donné par moi au Général LUNDULA:

1°/- d'arrêter tous les auteurs de cet acte de barbarie et de les diriger immédiatement à Stanleyville pour qu'une punition exemplaire leur soit appliquée;

2°/- de libérer et de restituer à l'ONUC les deux avions, autos blindées ainsi que armes et munitions saisis.

- - - - -

N.B.- A Kindu, j'ai rencontré Monsieur le Vice-Premier Ministre GIZENGA qu'y était arrivé par la route, une heure avant nous, en tournée d'inspection. Contrairement aux bruits qui courent, Monsieur le Vice-Premier Ministre GIZENGA ne s'habille pas en maréchal.

J'admettrais ces bruits dans le cas où la tenue de maréchal comporterait un bonnet et une chemise de sport soutenue par un pantalon noir dont Monsieur GIZENGA était porteur.-

-x-

-x- -x-



L'an 1900 soixante et un - le onzième jour du mois de novembre

- A 09,30 GMT - nous recevons d'Usurbura, Station directrice de Protection aérienne provinciale du KIVU-MANIEMA, la note suivante :

Xq qbr 9pa ss pss nous faire savoir motif avions Aircongo Qtn FCSA direct FCSA pourquoi ? amènent-ils des soldats ?

- A la même heure, nous répondons :

Ra nil cy ? now gap sur 6664,5 kcs pr 9qa. (c'est-à-dire: nous ne vous répondrons pas mais passons sur l'écoute de Stan à la fréquence Air/Sol de 6664,5 kcs).

- Avec notre grand étonnement Stan ne voyait pas avoir lancé pour nous aucune note via Usurbura.

- A 09,35 GMT, Usurbura nous annonce l'arrivée à Kindu de deux avions en provenance de Kanina-Base avec confirmation que ces appareils appartiennent à l'O.N.U.

- A 09,36 GMT - Usurbura nous transmet ce qui suit :

Xq 110935z - 16049 QTN FCSA 0915z QRE FCSA 1117z stop 16002 QTN FCSA 0927z QRE FCSA 1129z stop

- A la même heure nous informons le guêteur de la Tour de contrôle de l'arrivée de deux avions immatriculés 16049 et 16002 à Kindu avec prière d'en aviser les autorités militaires montant la garde de l'aérodrome.

- A 10,25 GMT, Usurbura renouvelle à nouveau la note dont il prétend être chargé par Stan pour savoir si les avions atterrissant à Kindu amènent les forces de l'Armée Nationale Congolaise.

- A 10,27 GMT, nous appelons Stan de confirmer d'où émane le droit de porter la curiosité sur les opérations de l'A.N.C. par la voix d'Usurbura et non celle de la liaison directe 6664,5 Kcs.

- Stan nie à nouveau alors qu'Usurbura aussi branché à la fréquence 6664,5 Kcs restait sans entrer au dialogue Kindu/Stan.

- A 11,15 GMT, nous appelons les avions annoncés 16049 et 16002 afin de leur donner les récentes observations météorologiques d'atterrir. Aucun de deux ne répond cependant qu'ils survolent Kindu à haute altitude.

Si nous appelons ces avions au Morse, c'est en foi de ce que leurs immatriculations commencent par (i). Dans le cas contraire, ils appartiendraient à l'O.N.U. et ce serait l'O.N.U. qui devrait leur communiquer les prévisions d'atterrissage.

- A 11,30 GMT, l'appareil 16049 se pose sans danger - et nous en informons la station directrice Usurbura par télégramme GG 111132.

- A 11,47 GMT, l'appareil 16002 se pose sans danger, nous en informons également Usurbura par télégramme GG 111148.

- 11,49 GMT, le guêteur de la Tour de contrôle et le météorologiste confirment que les deux appareils portent bien l'immatriculation respective 26049 et 26002 - au lieu de faux indicatifs donnés par la station directrice Usurbura.

- 12,30 GMT, nous prions le guêteur de la Tour de contrôle de savoir à quelle heure probable les deux avions compteraient décoller et à quelle destination.

- Il aurait été dit que les pilotes des deux avions toujours en stationnement attendent un certain avion O.N.U. qui atterrirait dans la soirée en provenance de Stanleyville en vue d'échanger le cabotage.

- A 14,12 GMT nous demandons QUA à Stanleyville, lequel a répondu QU NIL (c'est à dire pas de mouvement).



- A une autre question de notre part, le guêteur de la Tour de contrôle répond que les pilotes ont l'air de se préparer à passer la nuit.
- Depuis peu l'orage menaçait et un mauvais temps se préparait.
- A 14;30 GMT, la pluie tombait en masse. D'un coup nous voyions les passants gesticulant et courant angoissés. Cet atmosphère général nous obligeait de fermer le bureau.

Certifions sincère et véritable, fait en 7 exemplaires dont nous gardons une copie.

Pour la PROTECTION AERIEENNE, Station de Kindu

(sé) J. BAZARA,  
Opérateur.

(sé) G. MUSONGELA,  
Opérateur



RAPPORT SUR L'EVASION DES DETENUS  
-----

1. Ce matin, Monsieur le Commissaire de Police de Kindu est venu se mettre au courant que, des militaires révolutionnaires se mutinaient pendant la nuit du 13 au 14 novembre 1961, ils ont forcé les portes de la Prison Centrale, à ce fait les prisonniers ont trouvé l'occasion de s'évader de la prison.
2. Ce sont ces mêmes militaires qui étaient retenus à la prison près du camp militaire dans laquelle se trouvaient les 14 membres de l'équipage de deux avions des forces italiennes arrêtés le 11.11.61. Ces derniers se sont échappés également de la prison dont les recherches sont en cours et j'ai créé au début de la matinée de ce jour 14.11.61 des barrages aux fins de pouvoir retrouver ces quelques prisonniers tant militaires que civils congolais y compris les 13 Italiens mercenaires de TSHOMBE considérés comme membres de l'ONUC.
3. Trois gendarmes qui montaient la garde devant la prison ont été désarmés par les militaires révolutionnaires dont deux d'entre eux sont portés manquants, on retrouve que leur tenue; alors nous ne sommes pas sûrs que ces deux gendarmes sont en vie. Une enquête est ouverte à ce sujet.
4. Immédiatement après avoir été averti, j'ai contacté les autorités de l'ONUC par téléphone.

Ainsi fait à Kindu, le 14 Novembre 1961..

sé/Le Colonel PAKASA V.  
Commandant le 3ème Groupement



novembre 1961

2744

Monsieur le Chargé de Mission,

En réponse à votre lettre du 17 novembre dernier concernant les cartes d'identité des pilotes italiens, j'ai le regret de vous informer que mon bureau n'a jamais eu en sa possession la carte du Lieutenant Remotti Francesco. Il apparaît ainsi que 12 cartes seulement nous ont été remises.

En conséquence, nous nous mettons en rapport avec les autorités de Kinshasa pour tenter de récupérer la carte du Lt Remotti.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission  
des Nations Unies au Congo  
Léopoldville



URGENT

## ROUTING SLIP

TO

D Linniew fl

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Reference attached cables  
the information contained  
should, I feel, be  
communicated as matter of  
urgency to Adenla and  
discussed with A/FC to  
determine what our next move  
should be. May we discuss please

DATE

FROM

29  
XI

Q



## ROUTING SLIP

TO

Mr Penjelev.

Elite 19694

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Col Teshome answers  
the three questions  
put to him as  
attached.

Wes

DATE

FROM



ONUC KINDU

FC 70 For Col Teshome from Acting FC Can you inform us on the following questions please. One What progress has been made to get possession of photographs alledged to have been taken of Italian massacre Query Two. Are the two ANC Companies from Watsa who are reported to be concerned in the crime still located at Kindu Query. Three. Where is Colonel PAKASA Query.

J.J. Quinn

27.11.61



NNNN

ROUTINE

RECEIVED

1961 NOV 28 1961 NOV 28 PM 12: 12

1961 NOV 28 PM 12: 45

O. N. U. C.

15031

UC098

CUS 013

FF CUA

DE CUS 13/28

FM ONUC KINDU

TO ONUC LEOPOLDVILLE

BT

UNCLAS OPS 271800Z FROM COLONEL TESHOMBE FOR FORCE COMMANDER

REFERS YOUR FC 701 NO INFO OF PHOTOGRAPHS ALLEGED TO HAVE BEEN TAKEN

DURING THE ITALIAN MASSACRE THE COYS FROM WATSA LEFT KINDU

TO KATANGA BEFORE THE ARRIVAL OF 35 TH ETH BN COLDNEZ PAKASA IS NOT IN

KINDU END

BT

CFN 271800 701 35

28/1153Z NOV CUS

Sent to NY  
29/11

ONUC HQ in

Serial Number

For Action: C

As Info: C1

M6

M1V

NNNN



Le 25 novembre 1961

Messieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'acquies réception de votre lettre No 2748 du 24 novembre 1961 relative aux incidents survenus à Kindu.

J'ai pris note de vos déclarations affirmant que le Gouvernement de la République du Congo est conscient des responsabilités qui lui incombent, et que devant cette situation grave il tient à réaffirmer sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et est décidé à punir sévèrement les coupables. J'ai pris note également du fait que le Gouvernement a déjà envoyé sur place une commission qui a procédé à une enquête qui a permis d'identifier les unités de l'ANC reconnues responsables des incidents.

Je vous prie de bien vouloir me communiquer copie du rapport de cette commission. Comme vous le savez, le Conseil de sécurité est gravement préoccupé par l'incident de Kindu et il serait opportun que l'Organisation des Nations Unies ait connaissance, aussitôt que possible, des résultats de toute enquête y relative.

En ce qui concerne l'exécution de la décision d'évacuer de Kindu les unités responsables, je regrette que ma lettre du 16 novembre 1961 ait été mal comprise. Je n'avais nullement l'intention de m'opposer au transfert de ces unités dans un endroit qui offrirait des garanties de sécurité et des facilités permettant leur interrogation par le Gouvernement et par l'ONU. Je vous avais prié de surseoir temporairement à l'exécution du plan d'évacuation afin de vous donner la possibilité de considérer ma proposition du même jour qu'une enquête sur place soit assurée par une commission mixte, et afin de ne pas permettre aux coupables d'échapper à la justice. Dans votre réponse du 16 novembre vous m'avez assuré que mes

Ben Excellence  
Messieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre de la  
République du Congo  
Léopoldville

.../...



propositions seraient examinées dans le plus bref délai, et vous m'avez fait savoir que l'avion aggrégé pour le transport n'avait pu prendre le départ étant donné que la Société Air-Congo avait suspendu tout vol à destination de Kindu et de Stanleyville étant donné l'insécurité qui y régnait.

Maintenant que vous nous assurez que les unités coupables ont été identifiées, je suis d'accord que seules celles-ci doivent être retirées de la garnison de Kindu, et que dans l'état actuel des choses, la mesure visant à désarmer la garnison entière ne serait pas opportune étant donné que notre proposition d'effectuer temporairement ce désarmement n'avait pour but que de permettre à la Commission d'Enquête de déterminer les responsables des crises courus.

Je note avec satisfaction votre décision d'apporter aussitôt que possible les unités reconnues coupables dans un endroit qui offre toutes garanties de sécurité afin de procéder à leur interrogatoire, et je pense que Léopoldville est l'endroit indiqué pour ce faire. Comme vous l'avez déjà dit vous-même, il est indispensable et dans l'intérêt de votre Gouvernement que des mesures adéquates soient prises aussi rapidement que possible afin de prévenir toutes critiques qui ne manqueraient d'être faites si les coupables n'étaient pas immédiatement déférés devant la Justice.

Je ne permets en outre de revenir sur ma proposition du 16 novembre, relative à la création d'une commission mixte d'enquête, à laquelle vous n'êtes d'ailleurs pas opposé, proposition qui est basée sur la pratique dans les relations entre le Gouvernement et l'ONUC et qui suit un critère déjà reconnu dans nos négociations concernant le statut de l'ONUC.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

E. Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies  
au Congo



File  
25  
X1  
61

$$\begin{array}{r} 25 \\ \times 1 \\ \hline 61 \end{array}$$

61

- 1) They were authorized to get on the plane by the Italian Minister of Defense
- 2) Air Ops (i.e. De Camillis himself) had no knowledge of it
- 3) The journalists are not to leave the plane, but are authorized to take pictures from the plane itself ~~xxxxxxxItalian~~.

De Camillis has prepared a Priority Nations to be sent to Kindu to make sure that the journalists do NOT leave the plane and asking the crew to confiscate the films. I have asked him to delete the second part of the cable (confiscation of films), since, should we decide to take such an action, we have plenty of time to be ready to do it when they arrive back in Léopoldville this late afternoon. To do it in Kindu might create embarrassment to the Italian Defense Minister, if not properly prepared.

G. F.

P.S.

please advise and speak before  
taking action.

spoke to her at 12:30 who  
 is trying to ascertain departure  
 & will call back.

See also  
G. 25 - 51 Knp 2/157  
from BDE HQ this  
NSF,  
Bukuru



## 12. POUJOULAT

Urgent



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 2748

/CAB/P.M./

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 16 Novembre relative aux incidents survenus à Kindu, Province du Kivu, ainsi qu'à ma réponse du même jour.

Le Gouvernement ne se dissimule nullement la gravité de ces incidents. Il est conscient des responsabilités qui lui incombent. Devant cette situation grave, le Gouvernement tient à réaffirmer sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies.

Quant aux conditions reprises dans votre lettre du 16 Novembre, le Gouvernement estime que:

1°- Arrestation immédiate de l'officier commandant l'A.N.C. à Kindu:

Compte tenu des lois internes de la République, l'officier commandant l'A.N.C. à Kindu ne sera l'objet d'arrestation que lorsque l'enquête qui sera menée par les autorités judiciaires déterminera très clairement et très nettement les responsabilités de l'intéressé dans les incidents. D'ailleurs, le Gouvernement a déjà pris l'initiative de rappeler cet officier à Léopoldville en vue de l'interroger.

2°- Formation immédiate d'une commission mixte Gouvernement-ONUC d'enquête, à un échelon supérieur, pour déterminer les responsables à déférer devant la Justice:

Sans être opposé à la constitution d'une telle commission, le Gouvernement fait remarquer qu'en ce qui le concerne, une commission a déjà été envoyée sur place, dès l'annonce des incidents, le mardi 14 Novembre. Cette commission composée de MM. Gbenge, Ministre de l'Intérieur du Gouvernement central, Bundhe, Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale, du Major général Lundula, commandant le 3ème groupement et du Major Lamba, Chef de Cabinet adjoint de la Défense Nationale, a été cédée sur place à une enquête qui a permis d'identifier les unités de l'A.N.C. reconnues responsables des incidents.

Conscient de ses responsabilités, le Général Major LUNDULA a pris la décision de ramener ces unités par avion de Kindu à Stanleyville afin de permettre la poursuite de l'enquête et de prendre les sanctions qui s'imposent.



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N°

/CAB/P.M./

Cette décision aurait été exécutée si une autre lettre, en date du 16 Novembre de votre part ne nous demandait desurseoir à ce déplacement. De plus, la décision de la Compagnie de la Navigation Aérienne AIR CONGO de suspendre tous vols à destination de Kindu à partir de cette date a contribué à la non exécution de notre projet.

Il est inutile que je vous confirme la mort des 13 pilotes italiens. Le rapport de notre commission nous permet de déterminer les responsables de l'assassinat. Les deux unités reconnues coupables peuvent être interrogées à n'importe quel endroit qui offre des garanties de sécurité.

3°- Punition sévère de tous ceux qui ont été les instigateurs ou qui ont participé à cet assassinat:

Conscient de ses responsabilités, le Gouvernement a pris une position sans équivoque et est décidé à punir sévèrement les coupables.

Quant à la demande que vous formulez au paragraphe 3, tendant à isoler Kindu et à désarmer la garnison, le Gouvernement estime que, dans l'état actuel des choses, ces mesures ne sont psychologiquement pas applicables; elles sont mêmes dangereuses. Le Gouvernement estime toutefois nécessaire que les responsables du crime soient seuls retirés de la garnison pour être interrogés par les autorités judiciaires. En effet, le Gouvernement ne peut accepter d'isoler et de désarmer entièrement la garnison de Kindu laquelle est destinée à poursuivre les opérations de police engagées dans le Nord Katanga.

Je vous prie de croire, Monsieur le Chargé de Mission, à l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA



CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE  
DU CONGO

B.P. 8561  
LEOPOLDVILLE/ EST

fr

T E L E G R A M M E

LE CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE DU CONGO  
REGRETTE AMEREMENT LE MEURTRE COMMIS PAR LES SOLDATS MUTINES DE  
L'ARMEE NATIONALE CONGOLAISE ~~EN LA TROISIEME~~ DU TROISIEME GROUPE-  
MENT A KINDU AUTEURS DE L'ASSASINAT DES TREIZE SOLDATS O.N.U.C.  
D'ORIGINE ITALIENNE STOP -

PRESENTE AU GOUVERNEMENT ITALIEN, A LA JEUNESSE  
ITALIENNE SES CONDOLEANCES LES PLUS PROFONDES ET EMUES STOP

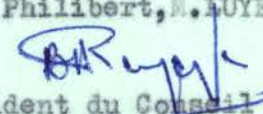
LE CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE DU CONGO  
FELICITE ~~EN~~ LE PREMIER MINISTRE ADOULA POUR SA DECLARATION CLAIRE  
ET NAITE ET L'ASSURE DE SON APPUI TOTAL STOP -

LES PAROLES N'ONT D'EFFET QUE SI ELLES SONT  
SUIVIES D'ACTES STOP -

LE CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE DU CONGO  
DEMANDE AU PREMIER MINISTRE ET AU GOUVERNEMENT ~~GOUVERNEMENT~~ TOUT  
ENTIER DE CHATIER SANS EQUIVOQUES LES COUPABLES DE CES ACTES DE  
BARBARIE QUI FONT LA HONTE DE NOTRE JEUNE REPUBLIQUE STOP -

HAUTE ET RESPECTUEUSE CONSIDERATION FULLSTOP

Philibert, M. LUYEYE

  
Président du Conseil National  
de la Jeunesse du Congo.-

- PREMIER MINISTRE C.ADOULA
- EMBASSADE D'ITALIE
- REPRESENTANT DE L'O.N.U.

LEOPOLDVILLE/KALINA

Le Secrétaire particulier  
du Chef de l'Etat  
Philibert M. LUYEYE

Pel 4358



Léopoldville, le 22 novembre 1961

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre que je vous ai adressée en date du 17 novembre 1961 par laquelle je vous informais du nom des membres des Nations Unies qui avaient été désignés pour faire partie de la Commission mixte chargée de faire une enquête sur les incidents de Kindu.

Etant donné qu'il est usuel d'avoir un représentant de la même nationalité que les victimes dans une commission de ce genre, j'ai l'honneur de vous informer qu'outre les quatre membres de l'ONUC dont les noms vous ont été déjà communiqués, les Nations Unies ont décidé d'inclure comme cinquième membre effectif pour les représenter le Lt.-Colonel italien Francesco Terzani.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Cyrille Adoula,  
Premier Ministre de la République du Congo  
Léopoldville

cc: A/Force Commander

JP/jg



From : PAKASSA

To : Prime Minister and the ANC garrisons at Leopoldville,  
Coquilhatville, Stanleyville and Luluabourg.

"Avertissez ONU qu'ils fassent bien attention pour envoyer leurs avions à Kindu. Ils doivent donner tous les renseignements concernant les vols des avions. Sinon tous les avions passant par Kindu si nous ne sommes pas bien informés nous allons tirer sur ces avions. Faites-moi savoir le plus rapidement possible par suite des mesures sécurité. Je donne instructions de tirer sur tous les avions dont les renseignements ne nous sont pas fournis complètement avant leur atterrissage. Je prendrai toutes les dispositions afin de détruire tout avion dont les renseignements ne nous sont bien fournis. J'attends votre réponse le plus rapidement possible. J'ai informé ONU à Kindu de toutes ces dispositions. A l'instant des avions ONU arrivent nombreux transportant des Malais pour renforcer leurs dispositions. Encore des avions sont prévus avec des renforts. Maintenant je suis prêt. Si ONU tire le premier coup j'ordonnerai qu'on réponde. Je suis prêt. J'attends la réponse de la Défense nationale. J'ai annoncé à l'ONU à Kindu qu'aucun de leurs avions ne peut décoller et qu'aucun avion Air-Congo ne peut atterrir à Kindu si je n'ai pas réponse du Ministre Défense nationale."



GF/jg

Léopoldville, le 22 novembre 1961

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte d'un  
cable reçu du Président du Gouvernement provincial du  
Kivu le 21 novembre 1961 :

"Gouvernement Kivu Maniema regrette amèrement  
massacre barbare à Kindu 13 aviateurs Onusiens  
et présente condoléances à ONUC et Gouvernement  
Italien."

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les  
assurances de ma haute considération.

Sture Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. P. Franca,  
Ambassadeur d'Italie  
Léopoldville



✚

onuc Leo

bcr Leo 94

mh

✚

onuc Leo

bcr Leo 94

RECEIVED  
O.N.U.C.

1961 NOV 21

15:30

(C1)

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:			
S.R.S.G.	<input checked="" type="checkbox"/>	C.C.O.	I.L.O.
CIV. OPS.		O.P.I.	
G.A.O.		PUB. WK.	MAIL OPS.
C.F.A.		I.C.A.O.	P.X.
C.P.O.		W.H.O.	F.C.A.O.
C.F.O.		ACC & TR	I.T.U.
C.PROC.		LANDER	W.M.O.
C.G.S.		FOODREL	WELFARE
MILITARY RECIPIENTS: M			

f 1998 bukavu 31/28 21 1040 -

off = onuc Leopoldville =

8-7D

no 355/61/cab/presigoupro stop gouvernement kivu maniema regrette armerment massacre barbare a kindu 13 aviateurs onisiens et presente condoleances a onuc et gouvernement italien fullstop - presigoupro -> "

✚

onuc Leo

bcr Leo 94

m

3416  
2218



INDICATE  
PRIORITY

SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	<b>X</b> PRIORITY NATIONS
----------------	------------------	-------------------	---------------------------------

Priority Nations traffic  
is strictly limited.

NR

Address (es)

HQ ETH BDE STAN

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp; / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

OPS 1869 STOP FROM COS FOR BDE COMD STOP AS A RESULT OF RECENT  
DISTURBANCES IN KINDU WE ARE INFORMED THAT SOME CIVILIANS IN  
KINDU HAVE PHOTOGRAPHS IN THEIR POSSESSION OF THE ITALIAN  
MASSACRE STOP YOU ARE REQUESTED TO MAKE EVERY EFFORT TO GET  
POSSESSION OF THESE PICTURES OR COPIES OF THEM STOP SECOND THE  
MALAYANS AT KINDU SHOULD BE ORDERED TO MAKE EVERY EFFORT TO  
RECOVER THE BODIES OR ANY PORTION OF THE BODIES OF THE ITALIANS  
STOP

cc: Dr. Linner

Force Commander

Chief of Staff

RECEIVED

RECEIVED

1961 NOV 21 PM 10:33

T.O.R.

T.O.D.

BY:

Drafted by: Capt. Greer

Authorized: Col. J. Quinn

Date: 21 Nov 61